



**INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX ET
DES TELECOMMUNICATIONS**

**COMMUNICATION DU CONSEIL DE L'IBPT
DU 13 NOVEMBRE 2007 CONCERNANT L'ARRETE MINISTERIEL
PORTANT REGLEMENTATION DES BOITES AUX LETTRES
PARTICULIERES**

Le secteur postal est en pleine évolution et sa réglementation est de plus en plus standardisée au niveau international. La législation belge a, par conséquent, été adaptée conformément à la nouvelle norme européenne concernant les boîtes aux lettres particulières.

Par la présente, nous tenons à vous informer de ces changements qui entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2008 conformément à l'arrêté ministériel portant réglementation des boîtes aux lettres particulières (voir Moniteur belge du 1^{er} juin 2007).

Qu'est-ce qui change EXACTEMENT?

- L'ouverture de la boîte aux lettres devient un peu plus grande et peut être placée plus haut ou plus près du sol :

- La nouvelle ouverture minimale est de 23 cm sur 3 cm, mais les boîtes aux lettres existantes avec une ouverture de 22 cm restent réglementaires, à condition que la boîte aux lettres ait été installée avant le 1^{er} janvier 2008.
- Le bord inférieur de l'ouverture doit être situé à une hauteur minimale de 70 cm et le bord supérieur de l'ouverture à une hauteur maximale de 170 cm.
- Dans certains cas, le placement de l'ouverture peut être étendu entre 40 cm minimum et 180 cm maximum. Ces cas peuvent par exemple être illustrés par des ouvertures de boîtes aux lettres dans la façade d'un immeuble existant mis en service avant le 1^{er} janvier 2008 ou des batteries de boîtes aux lettres comptant au minimum quatre boîtes.

- Une norme minimale a été fixée en ce qui concerne les mesures des boîtes aux lettres :

- La boîte aux lettres doit être suffisamment grande pour la réception sans détérioration d'un envoi non plié de format C4 (229 mm sur 324 mm) d'une épaisseur de 24 mm. Les boîtes aux lettres qui ne sont pas suffisamment grandes pour permettre la réception sans détérioration d'un format C4 non plié d'une épaisseur de 24 mm restent toutefois réglementaires à condition que la boîte aux lettres ait été installée avant le 1^{er} janvier 2008.

- Une nouvelle disposition a en outre été introduite pour le placement du numéro de la maison :

- Au cas où le numéro de maison n'est pas lisible de l'endroit où se trouve la boîte aux lettres, le numéro de la maison doit être indiqué de manière clairement lisible sur ou à proximité de la boîte aux lettres.

Enfin, nous vous rappelons que les dispositions relatives à l'accessibilité de la boîte aux lettres restent inchangées.

En annexe, vous trouverez les textes officiels y relatifs.

M. VAN BELLINGHEN
Membre du Conseil

G. DENEFF
Membre du Conseil

C. RUTTEN
Membre du Conseil

E. VAN HEESVELDE
Président du Conseil

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 2253

[C — 2007/11268]

**20 AVRIL 2007. — Arrêté ministériel
portant réglementation des boîtes aux lettres particulières**

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique et le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques, adjoint au Ministre du Budget et de la Protection de la consommation,

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en particulier l'article 142, § 2, 3^o modifié par la loi du 1^{er} avril 2007 loi modifiant la loi du 21 mars 1991 et son titre IV, Réforme de la Régie des Postes, modifié par les lois des 12 décembre 1994, 20 décembre 1995, 19 décembre 1997, 3 mai 1999, 24 décembre 1999, 3 juillet 2000, 12 août 2000, 2 août 2002, 24 décembre 2002, 17 janvier 2003, 8 avril 2003, 11 décembre 2003 et du 22 décembre 2003 et par les arrêtés royaux des 9 juin 1999 et 7 octobre 2002, 19 mars 2003, 8 décembre 2003 et du 14 juin 2004;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal modifié par les lois des 21 mars 1991 et 9 septembre 1991, par l'arrêté royal du 12 août 1994, 19 mai 1995, 23 décembre 1996, 9 décembre 1997 et 8 novembre 1998, par les arrêtés ministériels des 23 avril 1970, 1^{er} juin 1970, 19 juillet 1970, 29 décembre 1970, 18 septembre 1971, 8 avril 1973, 7 août 1973, 17 mars 1975, 26 mai 1975, 3 mars 1976, 20 avril 1976, 26 avril 1976, 5 mai 1976, 19 juillet 1979, 25 septembre 1979, 30 avril 1980, 1^{er} juillet 1980, 7 avril 1981, 14 juillet 1981, 22 juillet 1981, 18 septembre 1981, 20 novembre 1981, 30 novembre 1982, 31 mars 1983, 8 avril 1983, 13 janvier 1984, 9 juillet 1984, 4 septembre 1984, 17 décembre 1984, 7 mars 1985, 17 mai 1985, 7 novembre 1986, 9 mars 1987, 17 février 1988, 26 mars 1990, 30 octobre 1990, 31 octobre 1990, 15 novembre 1990, 24 mai 1991, 23 juillet 1991, 9 septembre 1991, 27 mars 1992, 31 mai 1995, 16 novembre 2004 et par l'arrêté ministériel du 30 avril 2007 modifiant l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal.

Vu la proposition de l'Institut du 9 mai 2005;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, fourni le 2 juin 2006, par rapport aux dispositions du Titre II du présent arrêté;

Considérant que depuis la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, le principe de l'autonomie vis-à-vis de LA POSTE a été inséré dans la loi, que l'arrêté ministériel susmentionné du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal n'a toutefois pas été entièrement adapté au principe de l'autonomie; que cette autonomie peut créer des conditions égales entre LA POSTE et les autres acteurs sur les marchés postaux et les marchés connexes en garantissant l'autonomie de LA POSTE en ce qui concerne les services ne faisant pas partie des obligations de service public de LA POSTE ainsi qu'en ce qui concerne certaines modalités de services publics qui ne sont toutefois pas essentielles en soi et doivent donc pouvoir être réglées par LA POSTE;

Considérant que de nombreuses incohérences entre les dispositions des anciens arrêtés royaux et ministériels du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal et de la législation postale belge et européenne sont levées, ce qui doit mettre fin à l'insécurité juridique, qu'il est effectivement apparu que dans bon nombre de dispositions des arrêtés précités de 1970, une habilitation légale fait défaut depuis que LA POSTE a acquis le statut d'entreprise publique autonome;

Considérant que bon nombre de dispositions de l'arrêté ministériel de 1970 mentionné sont tombées en désuétude et doivent être actualisées ou, le cas échéant, abrogées, que dès lors, une modernisation et une rationalisation de cette ancienne réglementation s'impose sans remettre en question le rôle important de LA POSTE en tant que fournisseur désigné du service universel et de certains autres services publics;

Considérant que le présent arrêté vise également dans le Titre I^{er}, à actualiser la réglementation en matière de boîtes aux lettres de particuliers; que cette actualisation est le résultat des tables rondes organisées par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications à la demande de LA POSTE. Les participants à ces tables rondes, parmi lesquels plusieurs opérateurs postaux, différents fabricants de boîtes aux lettres, des représentants des Régions, de l'ordre des architectes et le service de médiation auprès de LA POSTE, etc., ont voulu détecter et résoudre les problèmes de distribution causés par des boîtes aux lettres de particuliers peu pratiques ou placées de manière inefficace;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 2253

[C — 2007/11268]

**20 APRIL 2007. — Ministerieel besluit
houdende reglementering van de particuliere brievenbussen**

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid en de Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de Minister van Begroting en consumentenzaken,

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven, inzonderheid artikel 142, § 2, 3^o gewijzigd bij de wet van 1 april 2007 houdende wijziging van de wet van 21 maart 1991 en op Titel IV, Hervorming van de Regie der Posterijen, gewijzigd bij de wetten van 12 december 1994, 20 december 1995, 19 december 1997, 3 mei 1999, 24 december 1999, 3 juli 2000, 12 augustus 2000, 2 augustus 2002, 24 december 2002, 17 januari 2003, 8 april 2003, 11 december 2003 en 22 december 2003 en bij de koninklijke besluiten van 9 juni 1999 en 7 oktober 2002, 19 maart 2003, 8 december 2003 en 14 juni 2004;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, gewijzigd door de wet van 21 maart 1991 en 9 september 1991, door het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, 19 mei 1995, 23 december 1996, 9 december 1997 en 8 november 1998, door de ministeriële besluiten van 23 april 1970, 1 juni 1970, 19 juli 1970, 29 december 1970, 18 september 1971, 8 april 1973, 7 augustus 1973, 17 maart 1975, 26 mei 1975, 3 maart 1976, 20 april 1976, 26 april 1976, 5 mei 1976, 19 juli 1979, 25 september 1979, 30 april 1980, 1e juli 1980, 7 april 1981, 14 juli 1981, 22 juli 1981, 18 september 1981, 20 november 1981, 30 november 1982, 31 maart 1983, 8 april 1983, 13 januari 1984, 9 juli 1984, 4 september 1984, 17 december 1984, 7 maart 1985, 17 mei 1985, 7 november 1986, 9 maart 1987, 17 februari 1988, 26 maart 1990, 30 oktober 1990, 31 oktober 1990, 15 november 1990, 24 mei 1991, 23 juli 1991, 9 september 1991, 27 maart 1992, 31 mei 1995, 16 november 2004 en door het ministerieel besluit van 30 april 2007 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst.

Gelet op het voorstel van het Instituut van 9 mei 2005;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 2 juni 2006, met betrekking tot de bepalingen van Titel II van onderhavig besluit;

Overwegende dat sinds de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven het principe van de autonomie in de wet is ingeschreven ten aanzien van DE POST, dat evenwel het hogervermelde ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst niet volledig werd aangepast aan het principe van de autonomie, dat deze autonomie een gelijk speelveld kan creëren tussen DE POST en de overige spelers op de post- en aanverwante markten door de autonomie van DE POST te verzekeren met betrekking tot diensten die geen deel uitmaken van de publieke dienstverplichtingen van DE POST, alsook met betrekking tot bepaalde modaliteiten van publieke diensten die evenwel zelf niet van essentieel belang zijn en dus door DE POST moeten kunnen worden geregeld;

Overwegende dat bovendien een aantal inconsistenties tussen bepalingen van de oudere koninklijke en ministeriële besluiten van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst en de Europese en Belgische postwetgeving weggewerkt worden, hetgeen de juridische onzekerheid moet doet wegnemen, dat immers gebleken is dat heel wat bepalingen van de vermelde besluiten van 1970 een wettelijke habilitatie missen sinds DE POST het statuut heeft verworven van autonoom overheidsbedrijf;

Overwegende dat vele bepalingen van het vermelde ministerieel besluit van 12 januari 1970 in onbruik gevallen zijn en dienen ofwel geactualiseerd of, in voorkomend geval, opgeheven te worden, dat bijgevolg een modernisering en rationalisatie van deze oude reglementering zich opdringt zonder afbreuk te doen aan de belangrijke rol van DE POST als aangewezen leverancier van de universele dienst en van bepaalde andere openbare diensten;

Overwegende dat dit besluit in Titel I tevens de reglementering inzake particuliere brievenbussen te actualiseren beoogt, dat deze actualisering het resultaat is van de rondetafelgesprekken die op verzoek van DE POST door het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie georganiseerd werden. De deelnemers aan de rondetafelgesprekken, waaronder diverse postale operatoren, verschillende brievenbusfabrikanten, afgevaardigden van de Regio's, de orde van architecten, de ombudsdienst bij DE POST, enz., beoogden de distributieproblemen te wijten aan weinig praktische of inefficiënt geplaatste particuliere brievenbussen te detecteren en op te lossen;

Considérant que le but est, d'une part, de formuler plus clairement la réglementation en la matière pour le consommateur, et d'autre part, d'harmoniser la réglementation belge avec la norme européenne en vigueur concernant les boîtes aux lettres des particuliers;

Considérant que cette nouvelle réglementation sur les boîtes aux lettres entre en vigueur au 1^{er} janvier 2008 afin de prévoir le temps nécessaire pour informer les acteurs du marché concernés et les détenteurs de boîtes aux lettres.

Vu l'avis 42.500/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 avril 2007 en application de l'article 84, § 1, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Avis 42.500/4 du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre a émis un avis le 11 avril 2007 sur le projet d'arrêté ministériel.

Les remarques du Conseil d'Etat ont été suivies à l'exception de ce qui est repris ci-dessous.

Formalités préalables

La remarque selon laquelle les dispositions relatives aux boîtes aux lettres de particuliers, qui constitueraient des dispositions techniques, devraient au préalable être communiquées à la Commission européenne conformément à la Directive 98/34/CE, n'a pas été suivie car l'introduction de ces dispositions contribue à l'harmonisation étant donné qu'elles découlent de dispositions européennes, à savoir EN 13724 (Postal Services- Apertures of private letter boxes and letter plates - Requirements and test methods') approuvées par le CEN, technical Committee 331, qui sont ou devront être transposées par d'autres Etats membres de l'UE. Seul le fait de ne pas reprendre ces dispositions nuirait à l'harmonisation.

Remarques générales

La remarque selon laquelle les dispositions relatives aux boîtes aux lettres doivent préciser qu'elles concernent uniquement les boîtes aux lettres destinées au service universel, n'a pas été suivie. Restreindre la réglementation dans ce sens pourrait aboutir à la conclusion erronée que les habitations peuvent être pourvues de différentes sortes de boîtes aux lettres, pour le service universel d'une part, et pour les services non universels d'autre part, par exemple les envois non adressés.

TITRE I^{er}. – Normes réglementaires concernant des boîtes aux lettres

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les boîtes aux lettres doivent avoir une ouverture d'au moins 23 cm sur 3 cm. Le bord inférieur de l'ouverture doit être situé à une hauteur minimale de 70 cm et le bord supérieur de l'ouverture à une hauteur maximale de 170 cm par rapport à l'endroit où il faut se placer pour y avoir accès, d'après le modèle qui est joint en annexe I au présent arrêté.

§ 2. Dans des cas particuliers, cette hauteur peut varier davantage mais le bord inférieur de l'ouverture doit se trouver à une hauteur minimale de 40 cm et le bord supérieur de l'ouverture, à une hauteur maximale de 180 cm par rapport à l'endroit où il faut se placer pour y avoir accès, d'après le modèle qui est joint en annexe II au présent arrêté.

§ 3. La boîte aux lettres doit être suffisamment grande pour la réception sans détérioration d'un envoi non plié en format C4 (229 mm sur 324 mm) d'une épaisseur de 24 mm, toutefois cette obligation ne s'applique pas aux cas particuliers.

§ 4. Au cas où le numéro de la maison n'est pas lisible de l'endroit où se trouve la boîte aux lettres, le numéro de la maison doit être indiqué de manière clairement lisible sur ou à proximité de la boîte aux lettres. Si plusieurs numéros de boîte sont attribués à un numéro de maison, les numéros des boîtes doivent être indiqués de manière clairement visible et lisible sur ou à proximité de la boîte aux lettres correspondante.

§ 5. L'accès aux boîtes aux lettres ainsi que leur ouverture doivent être libres, aisés et exempts de danger pour le distributeur.

§ 6. Sont considérés comme "cas particulier" dont référence aux § 2 et § 3 de cet article :

- un groupe de minimum 4 boîtes aux lettres se trouvant à l'extérieur ou à l'intérieur d'un immeuble à appartements;
- les boîtes aux lettres pour personnes handicapées;
- une ouverture de boîte aux lettres dans la façade d'un immeuble classé;
- une ouverture de boîte aux lettres dans la façade d'un bâtiment existant, à savoir un bâtiment mis en service avant le 31 décembre 2007;
- une ouverture de boîte aux lettres dans la porte d'un bâtiment existant, à savoir un bâtiment mis en service avant le 31 décembre 2007.

Overwegende dat hierbij wordt beoogd om, enerzijds, de regelgeving terzake op een meer bevattelijke wijze voor de consument te formuleren, en anderzijds, om de Belgische reglementering af te stemmen op de geldende Europese norm betreffende particuliere brievenbussen;

Overwegende dat deze nieuwe reglementering inzake de brievenbussen in werking treedt op 1 januari 2008 zodat de nodige tijd voorzien is om de betrokken marktactoren en houders van brievenbussen te kunnen informeren.

Gelet op advies 42.500/4 van de Raad van State gegeven op 11 april 2007 met toepassing van artikel 84, § 1, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Advies van de Raad van State 42.500/4

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer heeft op 11 april 2007 advies verleend over het ontwerp van Ministerieel Besluit.

De opmerkingen van de Raad van State werden gevolgd met uitzondering hetgeen hieronder opgenomen.

Voorafgaandelijke formaliteiten

De opmerking dat de bepalingen betreffende de particuliere brievenbussen, die technische bepalingen zouden uitmaken, voorafgaandelijk aan de Europese Commissie zouden gecommuniceerd moeten worden op grond van Richtlijn 98/34/CE werd niet gevolgd omdat de bepalingen de harmonisering in hand werken nu zij voortvloeien uit Europese bepalingen, met name EN 13724 (Postal Services- Apertures of private letter boxes and letter plates - Requirements and test methods') goedgekeurd door CEN, technical Committee 331, die door andere EU Lidstaten, worden of zullen moeten worden omgezet. Enkel het niet opnemen van deze bepalingen zou de harmonisering niet ten goede komen.

Algemene opmerkingen

De opmerking dat de bepalingen betreffende de brievenbussen moeten preciseren dat ze enkel die brievenbussen betreffen bestemd voor de universele dienst, werd niet gevolgd. De reglementering in die zin beperken zou tot de verkeerde conclusie kunnen leiden dat de woningen kunnen voorzien zijn van verschillende soorten brievenbussen, voor de universele dienst enerzijds en voor niet-universele diensten anderzijds, bijvoorbeeld niet-geadresseerde zendingen.

TITEL I. — Reglementaire normen inzake brievenbussen

Artikel 1. § 1. Iedere brievenbus moet een opening van ten minste 23 cm bij 3 cm hebben. De onderste rand van de opening moet zich bevinden op een hoogte van ten minste 70 cm en de bovenste rand van de opening moet zich bevinden op ten hoogste 170 cm boven de plaats van waarop men normaal toegang heeft tot de brievenbus, volgens het model bijgevoegd als bijlage I bij dit besluit.

§ 2. In bijzondere gevallen mag die hoogte worden uitgebreid, maar de onderste rand van de opening moet zich bevinden op een hoogte van ten minste 40 cm en de bovenste rand van de opening moet zich bevinden op ten hoogste 180 cm boven de plaats van waarop men normaal toegang heeft tot de brievenbus, volgens het model bijgevoegd als bijlage II bij dit besluit.

§ 3. De brievenbus moet voldoende groot zijn om een ongevouwen zending in C4-formaat (229 mm bij 324 mm) met een dikte van 24 mm zonder beschadiging te ontvangen, maar deze verplichting is niet van toepassing voor de bijzondere gevallen.

§ 4. Ingeval het huisnummer niet leesbaar is vanop de plaats waar de brievenbus zich bevindt, dient het huisnummer duidelijk leesbaar vermeld te worden op of nabij de brievenbus. Indien aan één huisnummer meerdere busnummers zijn toegekend, moeten de busnummers duidelijk zichtbaar en leesbaar vermeld worden op of nabij de overeenkomstige brievenbus.

§ 5. De toegang tot de brievenbus, alsmede de opening van de brievenbus moeten vrij, gemakkelijk en zonder gevaar zijn voor de uitreiker.

§ 6. Als «bijzonder geval» waarvan sprake in § 2 en § 3 van dit artikel komen in aanmerking :

- een batterij brievenbussen van minstens vier brievenbussen aan of in een appartementsgebouw;
- brievenbussen voor personen met een handicap;
- een brievenbusopening in de gevel van een geklasseerd gebouw;
- een brievenbusopening in de gevel van een bestaand gebouw, met name een gebouw in gebruik genomen voor 31 december 2007;
- een brievenbusopening in de deur van een bestaand gebouw, met name een gebouw in gebruik genomen vóór 31 december 2007.

Art. 2. § 1^{er}. Les boîtes aux lettres doivent être placées à la limite de la voirie publique.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable :

1° pour les personnes handicapées dont le handicap est constaté par le service public compétent en la matière et qui résulte d'une mobilité réduite ou d'un déficit visuel;

2° pour les immeubles à appartements avec un groupe de minimum quatre boîtes aux lettres.

§ 2. Lorsqu'une habitation comporte plus de quatre boîtes aux lettres, ces boîtes peuvent être placées soit à la porte d'entrée, soit au rez-de-chaussée en un endroit bien éclairé. Elles sont numérotées en chiffres apparents, suivant l'ordre numérique. Le numéro d'ordre, précédé de la mention « Boîte » est reproduit dans l'adresse postale immédiatement après le numéro de la maison.

Art. 3. La boîte aux lettres d'une ouverture de 22 cm ainsi que la boîte aux lettres qui n'est pas suffisamment grande pour la réception sans détérioration d'un format C4 non plié (229 mm sur 324 mm) d'une épaisseur de 24 mm restent considérés comme régularisés à condition que le bâtiment y afférant soit utilisé avant le 31 décembre 2007.

Art. 4. Les personnes qui avant l'entrée en vigueur de cet arrêté ministériel pouvaient appliquer l'exception prévue à l'article 2, § 1^{er}, 1°, continuent à bénéficier de cet avantage.

TITRE II. — Dispositions abrogatoires et transitaires

Art. 5. Sont abrogés dans l'arrêté ministériel du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal :

1° les articles 1^{er} et 2;

2° l'article 3, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971;

3° l'article 4, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971;

4° l'article 5 modifié par la loi du 21 mars 1991 et remplacé par l'arrêté ministériel du 31 octobre 1990;

5° l'article 6, modifié par la loi du 21 mars 1991;

6° l'article 7;

7° l'article 8, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 30 avril 1980;

8° l'article 9, remplacé par l'arrêté ministériel du 17 décembre 1984;

9° l'article 10 modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté royal du 19 octobre 1971 et par l'arrêté royal du 17 décembre 1984;

10° l'article 12, modifié par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971;

11° l'article 13, modifié par la loi du 21 mars 1991 et remplacé par l'arrêté ministériel du 17 février 1988;

12° l'article 14, modifié par la loi du 21 mars 1991 et remplacé par l'arrêté ministériel du 17 décembre 1984;

13° l'article 15, modifié par la loi du 21 mars 1991;

14° l'article 16, remplacé par l'arrêté ministériel du 7 novembre 1986;

15° l'article 17, modifié par la loi du 21 mars 1991 et remplacé par l'arrêté ministériel du 7 novembre 1986 et par l'arrêté ministériel du 24 mai 1991;

16° l'article 18, modifié par la loi du 21 mars 1991 et remplacé par l'arrêté ministériel du 7 novembre 1986;

17° l'article 19, modifié par la loi du 21 mars 1991 et remplacé par l'arrêté ministériel du 7 novembre 1986;

18° l'article 20, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971;

19° l'article 21, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971;

20° l'article 22, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971;

21° l'article 23, modifié par l'arrêté ministériel du 31 mars 1983;

22° l'article 24, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971;

Art. 2. § 1. De brievenbussen moeten aan de grens van de openbare weg geplaatst zijn.

Het eerste lid geldt niet :

1° voor personen met een handicap vastgesteld door de terzake bevoegde overheidsdienst en die het gevolg is van een beperkte mobiliteit of visuele beperking;

2° voor appartementsgebouwen met een batterij brievenbussen van minstens vier brievenbussen.

§ 2. Wanneer een woning meer dan vier brievenbussen heeft, mogen die bussen ofwel aan de huisdeur, ofwel op de benedenverdieping, op een goed verlichte plaats, worden aangebracht. Zij worden met duidelijk zichtbare cijfers in volgorde genummerd. Het volgnummer, voorafgegaan door de vermelding "Bus", wordt in het postadres vlak achter het huisnummer vermeld.

Art. 3. Brievenbussen met een opening van 22 cm alsook brievenbussen die onvoldoende groot zijn om een ongevouwen C4-formaat (229 mm bij 324 mm) met een dikte van 24 mm zonder beschadiging te ontvangen blijven als geregulariseerd beschouwd op voorwaarde dat het daaraan verbonden gebouw in gebruik is genomen voor 31 december 2007.

Art. 4. De personen die reeds voor de inwerkingtreding van dit ministerieel besluit konden toepassing maken van de uitzondering bepaald in artikel 2 § 1, 1° blijven dit voorrecht genieten.

TITRE II. — Opheffings- en overgangs- bepalingen

Art. 5. In het ministerieel besluit van 12 januari 1970 houdende reglementering van de postdienst, worden opgeheven :

1° artikelen 1 en 2;

2° artikel 3, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971;

3° artikel 4, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971;

4° artikel 5, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en vervangen bij het ministerieel besluit van 31 oktober 1990;

5° artikel 6, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991;

6° artikel 7;

7° artikel 8, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 30 april 1980;

8° artikel 9, vervangen bij het ministerieel besluit van 17 december 1984;

9° artikel 10, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het koninklijk besluit van 19 oktober 1971 en bij het koninklijk besluit van 17 december 1984;

10° artikel 12, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971;

11° artikel 13, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 17 februari 1988;

12° artikel 14, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en vervangen bij het ministerieel besluit van 17 december 1984;

13° artikel 15, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991;

14° artikel 16, vervangen bij het ministerieel besluit van 7 november 1986;

15° artikel 17, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en vervangen bij het ministerieel besluit van 7 november 1986 en bij het ministerieel besluit van 24 mei 1991;

16° artikel 18, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en vervangen bij het ministerieel besluit van 7 november 1986;

17° artikel 19, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en vervangen het ministerieel besluit van 7 november 1986;

18° artikel 20, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971;

19° artikel 21, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971;

20° artikel 22, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971;

21° artikel 23, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 31 maart 1983;

22° artikel 24, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971;

23° l'article 25, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971 et par l'arrêté ministériel du 17 décembre 1984;

24° l'article 26, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971;

25° l'article 27, modifié par l'arrêté ministériel du 17 décembre 1971;

26° l'article 28, modifié par la loi du 21 mars 1991 et remplacé par l'arrêté ministériel du 17 décembre 1984;

27° l'article 29, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971;

28° l'article 30, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 17 décembre 1984;

29° l'article 31, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 26 mars 1990 et par l'arrêté ministériel du 17 décembre 1984;

30° l'article 32, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 17 décembre 1991;

31° l'article 33, modifié par l'arrêté ministériel du 7 août 1973;

32° l'article 34;

33° l'article 35, modifié par l'arrêté royal du 9 décembre 1997 et par l'arrêté royal du 27 mars 1992 et par l'arrêté ministériel du 27 mars 1992 et par l'arrêté ministériel du 20 novembre 1980;

34° les articles 36 et 37;

35° l'article 38, modifié par la loi du 21 mars 1991 et remplacé par l'arrêté ministériel du 17 décembre 1984;

36° l'article 39, remplacé par l'arrêté ministériel du 8 avril 1983, par l'arrêté ministériel du 7 août 1973, modifié par l'arrêté ministériel du 17 février 1988 et par l'arrêté ministériel du 17 décembre 1984;

37° l'article 40, modifié par l'arrêté ministériel du 20 avril 1976 et par l'arrêté ministériel du 8 avril 1983;

38° l'article 41, modifié par l'arrêté ministériel du 20 avril 1976 et par l'arrêté ministériel du 8 avril 1983;

39° l'article 43, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971;

40° l'article 44, remplacé par l'arrêté ministériel du 27 mars 1992 et par l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1982;

41° l'article 45, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971;

42° les articles 46 à 49;

43° l'article 50, modifié par l'arrêté ministériel du 25 septembre 1979;

44° l'article 51;

45° l'article 52 modifié par l'arrêté ministériel du 31 mars 1983;

46° l'article 53, modifié par l'arrêté ministériel du 31 mars 1983 et par l'arrêté ministériel du 25 septembre 1979;

47° les articles 54 et 55;

48° l'article 56, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971;

49° l'article 57, par l'arrêté ministériel du 25 septembre 1979;

50° l'article 58, modifié par la loi du 21 mars 1991;

51° l'article 59, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 26 avril 1976 et par l'arrêté ministériel du 17 décembre 1984;

52° l'article 60;

23° artikel 25, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971 en bij het ministerieel besluit van 17 december 1984;

24° artikel 26, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971;

25° artikel 27, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 17 december 1984;

26° artikel 28, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en vervangen bij het ministerieel besluit van 17 december 1984;

27° artikel 29, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971

28° artikel 30, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 17 december 1984;

29° artikel 31, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991, bij het ministerieel besluit van 26 maart 1990 en bij het ministerieel besluit van 17 februari 1988;

30° artikel 32, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 17 december 1984;

31° artikel 33, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 7 augustus 1973;

32° artikel 34;

33° artikel 35, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 december 1997, bij het koninklijk besluit van 27 maart 1992, het ministerieel besluit van 27 maart 1992 en het ministerieel besluit van 20 november 1981;

34° artikelen 36 en 37;

35° artikel 38, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 17 december 1984;

36° artikel 39, vervangen bij het ministerieel besluit van 8 april 1983, bij het ministerieel besluit van 7 augustus 1973, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 17 februari 1988 en bij ministerieel besluit van 17 december 1984;

37° artikel 40, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 20 april 1976 et bij ministerieel besluit van 8 april 1983;

38° artikel 41, gewijzigd bij ministerieel besluit van 20 april 1976 en het ministerieel besluit van 8 april 1983;

39° artikel 43, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971;

40° artikel 44, vervangen bij het ministerieel besluit van 27 maart 1992 en bij het ministerieel besluit van 1 maart 1982;

41° artikel 45, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het Ministerieel Besluit van 19 oktober 1971;

42° artikelen 46 tot 49;

43° artikel 50, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 25 september 1979;

44° artikel 51;

45° artikel 52, vervangen bij het ministerieel besluit van 31 maart 1983;

46° artikel 53, vervangen bij het ministerieel besluit van 31 maart 1983, en vervangen bij het ministerieel besluit van 25 september 1979;

47° artikelen 54 en 55;

48° artikel 56, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971;

49° artikel 57, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 25 september 1979;

50° artikel 58 gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991;

51° artikel 59 gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 26 april 1976 en bij het ministerieel besluit van 17 december 1984;

52° artikel 60;

53° l'article 61, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971;

54° les articles 62 à 68;

55° l'article 69, modifié par la loi du 21 mars 1991;

56° l'article 70, remplacé par l'arrêté ministériel du 9 juillet 1984 et abrogé par l'arrêté ministériel du 17 février 1988;

57° les articles 71 à 77;

58° l'article 78, modifié par l'arrêté ministériel du 9 juillet 1984;

59° les articles 79 à 82;

60° l'article 83, modifié par l'arrêté ministériel du 3 mars 1976;

61° l'article 84, abrogé par l'arrêté royal du 31 octobre 1990;

62° l'article 85, modifié par l'arrêté ministériel du 31 octobre 1990;

63° les articles 86 à 89;

64° l'annexe « Tableau des prix des prestations et fournitures accessoires » repris à l'article N, modifié par l'arrêté ministériel du 23 juillet 1991 et par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1991.

Art. 6. Les articles 1^{er} à 5 du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Art. 7. Pour la période entre la publication de cet arrêté et le 31 décembre 2007, les articles 8 et 9 repris ci-dessous concernant les boîtes particulières sont d'application.

Art. 8. Les boîtes aux lettres doivent avoir une ouverture d'au moins 22 cm sur 3 cm. Cette ouverture doit être située à une hauteur de 80 cm au moins et de 150 cm au plus par rapport à l'endroit où il faut se placer pour y avoir accès.

L'accès des boîtes aux lettres doit être libre, aisé et exempt de danger.

Art. 9. § 1^{er}. Les boîtes aux lettres doivent être placées à la limite de la voirie publique.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable :

1° aux habitations, situées à plus de cinquante mètres de la voirie publique, des personnes qui sont considérées comme "handicapés isolés" et sont inscrites au Fonds national de reclassement social des handicapés;

2° aux habitations pourvues de plus de quatre boîtes aux lettres.

§ 2. Lorsqu'une habitation comporte plus de quatre boîtes aux lettres, ces boîtes peuvent être placées soit à la porte d'entrée, soit au rez-de-chaussée en un endroit bien éclairé. Elles sont numérotées en chiffres apparents, suivant l'ordre numérique. Le numéro d'ordre, précédé de la mention « Boîte... », est reproduit dans l'adresse postale immédiatement après le numéro de la maison.

Bruxelles, le 20 avril 2007.

La Vice-Première Ministre et
Ministre du Budget et de la Protection de la consommation,
Mme F. VANDENBOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et
de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques
Adjoint au Ministre du Budget
et de la Protection de la consommation,

B. TUYBENS

53° artikel 61 gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het ministerieel besluit van 19 oktober 1971;

54° artikelen 62 tot 68;

55° artikel 69, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991;

56° artikel 70, vervangen bij het ministerieel besluit van 9 juli 1984 en geschrapt bij het ministerieel besluit van 17 februari 1988;

57° artikelen 71 tot 77;

58° artikel 78, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 9 juli 1984;

59° artikelen 79 tot 82;

60° artikel 83, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 3 maart 1976;

61° artikel 84 geschrapt bij het koninklijk besluit van 9 december 1997;

62° artikel 85 gewijzigd bij het ministerieel besluit van 31 oktober 1990;

63° artikelen 86 tot 89;

64° de bijlage «Tabel van de prijzen der prestaties en leveringen van bijkomende aard» opgenomen in artikel N, gewijzigd bij ministerieel besluit van 23 juli 1991 en bij het ministerieel besluit van 9 september 1991.

Art. 6. De artikelen 1 tot 5 van dit besluit treden in werking op 1 januari 2008.

Art. 7. In de periode tussen de publicatie van dit besluit en 31 december 2007 zijn de onderstaande artikelen 8 en 9 betreffende de particuliere brievenbussen van toepassing.

Art. 8. Ieder brievenbus moet een opening van ten minste 22 cm bij 3 cm hebben. Deze opening moet zich bevinden op een hoogte van ten minste 80 cm en ten hoogste 150 cm boven de plaats van waarop men normaal toegang heeft tot de brievenbus.

De brievenbussen moeten vrij, gemakkelijk en zonder gevaar toegankelijk zijn.

Art. 9. § 1. De brievenbussen moeten aan de grens van de openbare weg geplaatst zijn.

Het eerste lid geldt niet :

1° voor de op meer dan vijftig meter van de openbare weg gelegen woningen van personen die als "alleenwonend mindervalide" worden beschouwd en ingeschreven zijn bij het Rijksfonds voor sociale reclassering van de mindervaliden;

2° voor woningen met meer dan vier brievenbussen.

§ 2. Wanneer een woning meer dan vier brievenbussen heeft, mogen die bussen ofwel aan de huisdeur, ofwel op de benedenverdieping, op een goed verlichte plaats, worden aangebracht. Zij worden met duidelijk zichtbare cijfers in volgorde genummerd. Het volgnummer, voorafgegaan door de vermelding « Bus... », wordt in het postadres vlak achter het huisnummer vermeld.

Brussel, 20 april 2007.

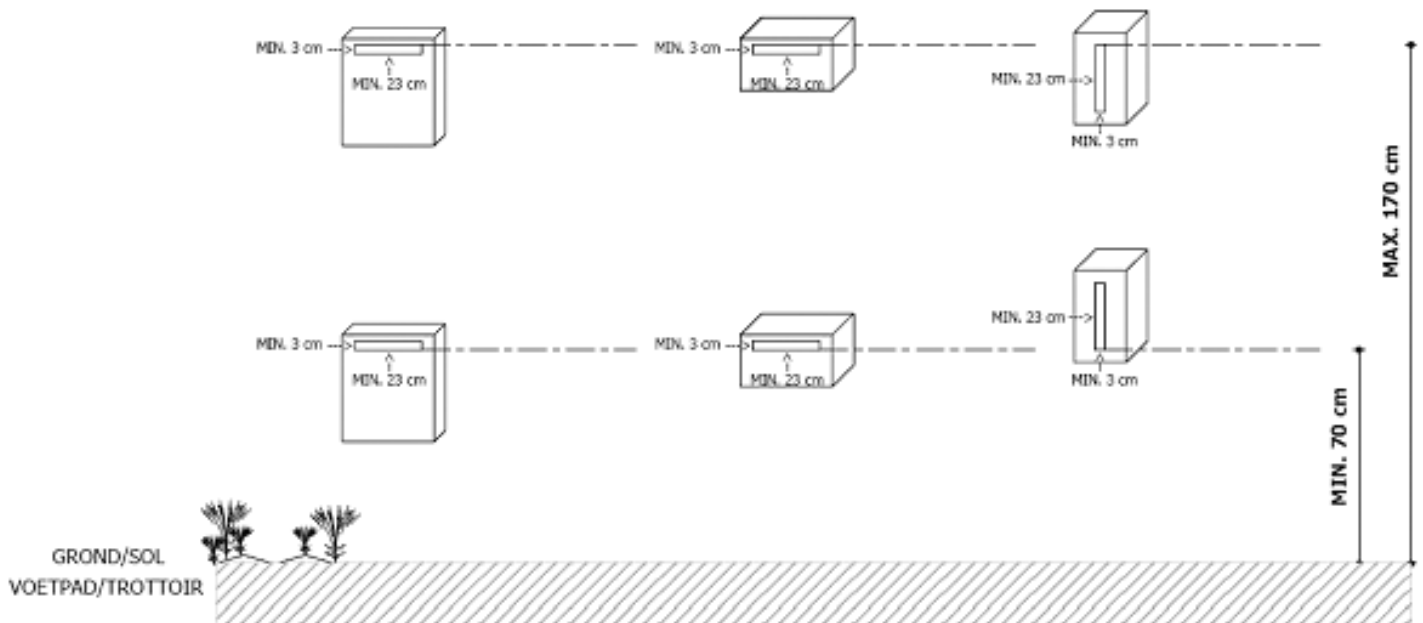
De Vice-Eerste Minister
en Minister van Begroting en Consumentenzaken,
Mevr. F. VANDENBOSSCHE

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel
en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven
Toegevoegd aan de Minister van Begroting
en Consumentenzaken,

B. TUYBENS

ANNEXE I **Situation normale**
BIJLAGE I **Normale situatie**



Vu pour être annexé à notre Arrêté du 20 avril 2007.

La Vice-Première Ministre et
Ministre du Budget et de la Protection de la consommation,

Mme F. VANDENBOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur
et de la Politique scientifique,

M. VERWILGHEN

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques
Adjoint au Ministre du Budget
et de la Protection de la consommation,

B. TUYBENS

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 20 april 2007.

De Vice-Eerste Minister en
Minister van Begroting en Consumentenzaken,

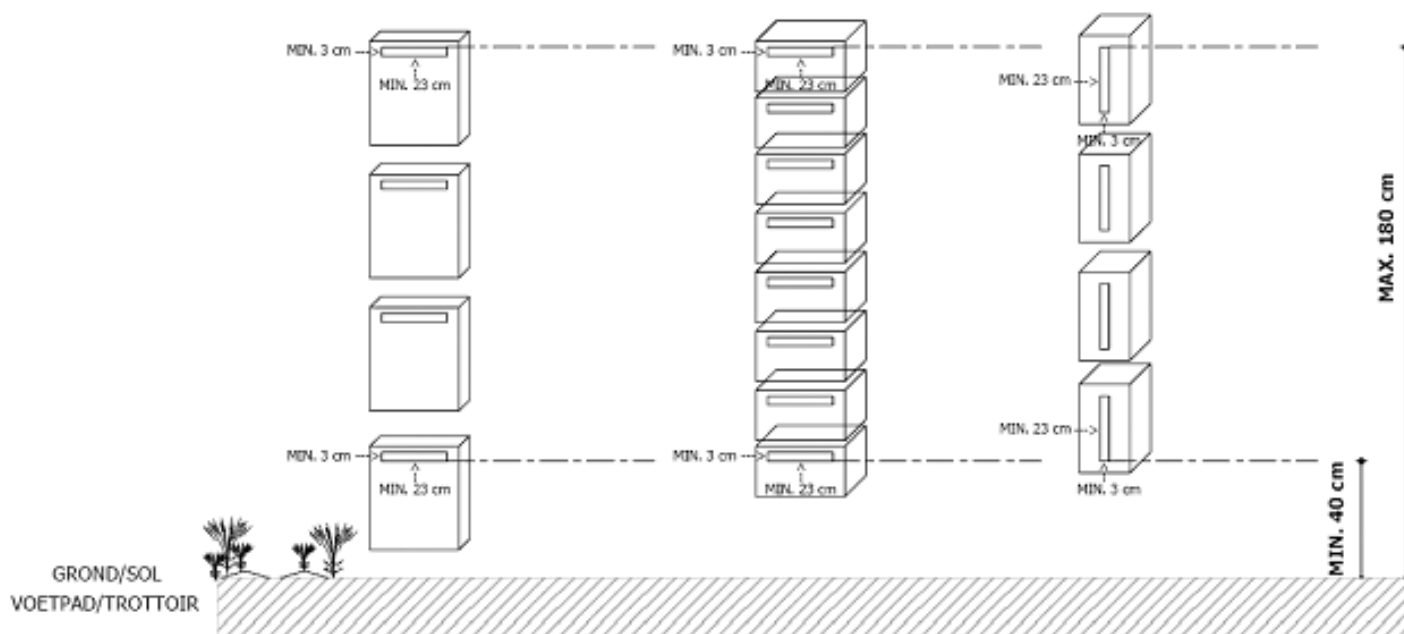
Mevr. F. VANDENBOSSCHE

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel
en Wetenschapsbeleid,

M. VERWILGHEN

De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven
toegevoegd aan de Minister van Begroting
en Consumentenzaken,

B. TUYBENS

ANNEXE II Cas particuliers**BIJLAGE II Particuliere gevallen**

Vu pour être annexé à notre Arrêté du 20 avril 2007.

La Vice-Première Ministre et
Ministre du Budget et de la Protection de la consommation,
Mme F. VANDENBOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et
de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques
Adjoint au Ministre du Budget et de la Protection
de la consommation,
B. TUYBENS

AVIS 42.500/4 DU 11 AVRIL 2007
DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, le 13 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel "portant réglementation du service postal", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet, spécialement au sein du Titre II intitulé "Normes réglementaires concernant des boîtes aux lettres", constituent des règles à caractère technique.

Ces dispositions doivent être examinées au regard de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 20 april 2007.

De Vice-Eerste Minister en
Minister van Begroting en Consumentenzaken,
Mevr. F. VANDENBOSSCHE

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse handel en Weten-
schapsbeleid,
M. VERWILGHEN

De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven
toegevoegd aan de Minister van Begroting
en Consumentenzaken,
B. TUYBENS

ADVIES 42.500/4 VAN 11 APRIL 2007
VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 13 maart 2007 door de Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van Ministerieel besluit "houdende reglementering van de postdienst", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1E, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvoorschriften

Verscheidene bepalingen van het ontworpen besluit, inzonderheid onder Titel II met als opschrift "Reglementaire normen inzake brievenbussen", zijn technische voorschriften.

Die bepalingen moeten worden onderzocht in het licht van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij.

L'article 8, paragraphe 1^{er}, de la Directive 98/34/CE, précitée, oblige les Etats membres à communiquer immédiatement à la Commission tout projet de règle technique sauf s'il s'agit d'une simple transposition intégrale d'une norme internationale ou européenne, et à indiquer les raisons pour lesquelles l'établissement d'une telle règle technique est nécessaire (1)

L'article 1^{er}, paragraphe 11, alinéa 1^{er}, de la Directive 98/34/CE, précitée, définit une "règle technique" comme étant

« une spécification technique ou autre exigence ou une règle relative aux services, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont l'observation est obligatoire de jure ou de facto, pour la commercialisation, la prestation de services, l'établissement d'un opérateur de services ou l'utilisation dans un Etat membre ou dans une partie importante de cet Etat, de même que, sous réserve de celles visées à l'article 10, les dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres interdisant la fabrication, l'importation, la commercialisation ou l'utilisation d'un produit ou interdisant de fournir ou d'utiliser un service ou de s'établir comme prestataire de services".

(1) Arrêt du 2 août 1993, Commission/Italie - "Moteurs de bateaux de plaisance" (C-139/92, Rec. p. I-4707).

Selon la même disposition, alinéa 2, troisième tiret, constituent notamment des règles techniques de facto :

« les spécifications techniques ou d'autres exigences ou les règles relatives aux services liées à des mesures fiscales ou financières qui affectent la consommation de produits ou de services en encourageant le respect de ces spécifications techniques ou autres exigences ou règles relatives aux services; ne sont pas concernées les spécifications techniques ou autres exigences ou les règles relatives aux services liés aux régimes nationaux de sécurité sociale".

La "spécification technique" est définie à l'article 1^{er}, paragraphe 3, comme étant

« une spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit, telles que les niveaux de qualité ou de propriété d'emploi, la sécurité, les dimensions, y compris les prescriptions applicables au produit en ce qui concerne la dénomination de vente, la terminologie, les symboles, les essais et les méthodes d'essai, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité".

En outre, en vertu de l'article 8 de la Directive 98/34/CE, précitée, les Etats membres doivent communiquer non seulement le projet de texte contenant les règles techniques mais aussi le texte des dispositions législatives et réglementaires de base principalement et directement concernées. L'objectif de cette disposition est de permettre à la Commission d'avoir l'information la plus complète possible pour qu'elle puisse exercer, de la manière la plus efficace possible, les pouvoirs qui lui sont conférés par la directive (2).

(2) Arrêt du 7 mai 1998, Commission/Belgique (C-145/97, Rec. p. I-2643), § 12.

La Cour de justice a rappelé que le but de la Directive 98/34/CE, précitée, n'est pas simplement d'informer la Commission, mais précisément, dans un dessein plus général, d'éliminer ou de restreindre les entraves aux échanges, d'informer les autres Etats des réglementations techniques envisagées par un Etat, d'accorder à la Commission et aux autres Etats membres le temps nécessaire pour réagir et proposer une modification permettant d'amoindrir les restrictions à la libre circulation des marchandises découlant de la mesure envisagée et de laisser à la Commission le temps nécessaire pour proposer une directive d'harmonisation (3).

Il appartient à la Commission européenne, en vertu de la Directive 98/34/CE, précitée, d'apprécier le caractère significatif de l'influence exercée par les normes envisagées sur la composition, la nature ou la commercialisation des produits concernés.

En conclusion, l'arrêté en projet doit être communiqué à la Commission européenne préalablement à son adoption, laquelle doit être reportée dans le délai prévu à l'article 9 de la Directive 98/34/CE, précitée.

Observations générales

1. Les articles 1^{er} à 19 et pour l'essentiel, 24, de l'arrêté en projet sont dépourvus de fondement juridique.

En effet, d'une part, les dispositions légales que l'arrêté en projet se donne pour fondement juridique ne contiennent aucune habilitation au ministre, et d'autre part, il ne s'agit pas de questions de détail que le Roi aurait pu habiliter le ministre à régler.

Artikel 8, lid 1, van de voornoemde Richtlijn 98/34/EG bepaalt dat de lidstaten de Commissie onverwijld ieder ontwerp voor een technisch voorschrift moeten meedelen, tenzij het een integrale omzetting van een internationale of Europese norm betreft, en dat zij de Commissie tevens kennis moeten geven van de redenen waarom de vaststelling van dit technisch voorschrift nodig is (1)

Artikel 1, lid 11, eerste alinea, van de voornoemde Richtlijn 98/34/EG definieert een "technisch voorschrift" als volgt :

« een technische specificatie of andere eis of een regel betreffende diensten, met inbegrip van de erop toepasselijke bestuursrechtelijke bepalingen die de jure of de facto moeten worden nageleefd voor de verhandeling, de dienstverrichting, de vestiging van een verrichter van diensten of het gebruik in een lidstaat of in een groot deel van een lidstaat, alsmede de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen, behoudens die bedoeld in artikel 10, van de lidstaten waarbij de vervaardiging, de invoer, de verhandeling of het gebruik van een product dan wel de verrichting of het gebruik van een dienst of de vestiging als dienstverlener wordt verboden. »

(1) Arrest van 2 augustus 1993, Commissie/ Italië - Motoren voor pleziervaartuigen (C-139/92, Jurisprudentie blz. I-4707).

Volgens diezelfde bepaling, tweede alinea, derde streepje, zijn de facto technische voorschriften onder meer :

« technische specificaties of andere eisen of regels betreffende diensten die verbonden zijn met fiscale of financiële maatregelen die het verbruik van producten of het gebruik van diensten beïnvloeden, doordat zij de naleving van die technische specificaties, andere eisen of regels betreffende diensten aanmoedigen; hieronder vallen niet de technische specificaties, andere eisen of regels betreffende diensten die samenhangen met de nationale stelsels van sociale zekerheid. »

De "technische specificatie" wordt in artikel 1, lid 3, als volgt gedefinieerd :

« een specificatie die voorkomt in een document ter omschrijving van de vereiste kenmerken van een product, zoals kwaliteitsniveau, prestaties, veiligheid of afmetingen, met inbegrip van de voor het product geldende voorschriften inzake verkoopbenaming, terminologie, symbolen, beproeving en beproevingsmethoden, verpakking, het merken of etiketteren, en de overeenstemmingsbeoordelingsprocedures. »

Krachtens artikel 8 van de voornoemde Richtlijn 98/34/EG moeten de lidstaten bovendien niet alleen iedere ontwerpstekst voor een technisch voorschrift meedelen, maar ook de tekst van de in hoofdzaak en rechtstreeks betrokken wettelijke en bestuursrechtelijke basisbepalingen. Het doel van deze bepaling bestaat erin de Commissie zo volledig mogelijk te informeren zodat zij zo doeltreffend mogelijk de haar door de richtlijn verleende bevoegdheden kan uitoefenen (2)

(2) Arrest van 7 mei 1998, Commissie/België (C-145/97, Jurisprudentie 1998 blz. I-2643), § 12.

Het Hof van Justitie heeft eraan herinnerd dat de voornoemde Richtlijn 98/34/EG er evenwel niet enkel toe strekt de Commissie op de hoogte te stellen, maar ze juist een meer algemeen doel heeft, namelijk handelsbelemmeringen uit de weg ruimen of beperken, de andere lidstaten op de hoogte stellen van de door een lidstaat voorgenomen technische regelingen, de Commissie en de andere lidstaten de nodige tijd geven om te reageren en een wijziging voor te stellen ter beperking van de uit de voorgenomen maatregel voortvloeiende belemmeringen van het vrije verkeer van goederen, en de Commissie de nodige tijd geven om een harmonisatierichtlijn voor te stellen (3).

Het staat aan de Europese Commissie, krachtens de voornoemde Richtlijn 98/34/EG, te oordelen of de bedoelde voorwaarden op significante wijze de samenstelling, de aard of de verhandeling van het product kunnen beïnvloeden.

Het besluit is dan ook dat de Europese Commissie in kennis gesteld moet worden van het ontworpen besluit voordat het wordt goedgekeurd. De goedkeuring van het ontwerp moet worden uitgesteld voor de termijn bepaald in artikel 9 van de voornoemde Richtlijn 98/34/EG.

Algemene opmerkingen

1. Voor de artikelen 1 tot 19 en voor het grootste deel van artikel 24 van het ontworpen besluit is geen rechtsgrond voorhanden.

Immers, enerzijds wordt bij de wetsbepalingen waarop het ontworpen besluit beweert te steunen geen machtiging verleend aan de minister, en anderzijds gaat het niet om detailkwesties tot regeling waarvan de Koning de minister gemachtigd zou kunnen hebben.

2. Plusieurs dispositions de l'arrêté en projet ont trait aux normes réglementaires concernant des boîtes aux lettres. Il s'agit des articles 20 à 23 et 25 à 28 du projet et des annexes I^{re} et II.

(3) Arrêt du 30 avril 1996, CIA Security International (C-194/94, Rec. p. I-2201), §§ 40, 41, 50.

Ces dispositions ne trouvent certes pas leur fondement dans les dispositions visées au préambule de l'arrêté en projet, mais elles trouvent néanmoins un fondement dans l'article 142, § 2, 3^o, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Cet article dispose que :

« § 2. La prestation du service universel comporte les obligations suivantes :

[...]

3^o la distribution des envois postaux doit s'étendre à toutes les habitations du Royaume pour autant qu'elles soient pourvues d'une boîte aux lettres placée à la limite de la voirie publique et à portée de main, répondant à la réglementation édictée par le Ministre sur proposition de l'Institut.

[...]. »

De cette disposition, il suit que le ministre n'est habilité à édicter une réglementation en matière de boîtes aux lettres qu'en vue de circonscrire les obligations de service universel.

Il ne peut donc régler, de manière générale, toutes les boîtes aux lettres généralement quelconques.

Les dispositions du titre II de l'arrêté en projet doivent être rédigées de manière à faire apparaître expressément qu'elles ne visent que les boîtes aux lettres destinées au service postal universel.

Observations particulières

Préambule

1. Compte tenu de l'observation générale 1, les alinéas 1^{er}, 3 et 4 doivent être omis.

2. À l'alinéa 2, devenant l'alinéa 1^{er}, du préambule, il convient de viser l'article 142, § 2, 3^o, de la loi du 21 mars 1991, précitée.

3. L'alinéa 6, devenant l'alinéa 3, du préambule, vise l'avis donné par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications le 2 juin 2006, sur le titre II de l'arrêté en projet.

Cet alinéa doit être mis en rapport avec l'article 142, § 2, 3^o, précité, qui habilite le ministre à édicter une réglementation en matière de boîtes aux lettres, dans le cadre du service postal universel, non pas sur avis, mais sur proposition de l'I.B.P.T.

Il ressort de l'avis de l'I.B.P.T. donné le 2 juin 2006, transmis par l'intermédiaire du délégué du ministre, que le titre II de l'arrêté en projet trouve effectivement son origine dans une proposition faite par l'I.B.P.T. le 9 mai 2005.

Cette proposition doit être visée au préambule de l'arrêté en projet qui sera complété en conséquence.

4. L'accord du Ministre du Budget et l'avis de l'Inspecteur des Finances ne sont pas requis sur les articles 20 à 23 et 25 à 28, ni sur les annexes I^{re} et II du texte en projet, en vertu des articles 5, 2^o, et 14, 1^o, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

Afin d'éviter toute confusion sur le caractère obligatoire de la consultation de ces instances, ces accord et avis ne doivent pas être visés au préambule dont les alinéas 7 et 8 seront omis.

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, président de chambre;

P. Liénardy et J. Jaumotte, conseillers d'Etat;

Mme C. Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. Vagman, auditeur.

(...)

Le greffier,

C. Gigot.

Le président,

Y. Kreins

2. Verscheidene bepalingen van het ontworpen besluit hebben betrekking op reglementaire normen inzake brievenbussen. Het gaat om de artikelen 20 tot 23 en 25 tot 28 van het ontwerp en om de bijlagen I en II.

(3) Arrest van 30 april 1996, CIA Security International (C-194/94, Jurisprudentie 1996, blz. I-2201), §§ 40, 41, 50.

Die bepalingen ontlenen hun rechtsgrond weliswaar niet aan de bepalingen genoemd in de aanhef van het ontworpen besluit, maar vinden niettemin rechtsgrond in artikel 142, § 2, 3^o, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Dat artikel bepaalt het volgende :

« § 2. De levering van de universele dienst brengt de volgende verplichtingen met zich :

[...]

3^o bij de bestelling van de postzendingen moeten alle woningen van het Rijk worden betrokken voor zover zij voorzien zijn van een brievenbus binnen handbereik geplaatst aan de grens van de openbare weg en beantwoordend aan de reglementering uitgevaardigd door de Minister, op voorstel van het Instituut.

[...]. »

Uit deze bepaling volgt dat de minister alleen gemachtigd is regelgeving inzake brievenbussen uit te vaardigen om de verplichtingen inzake universele dienstverlening te bepalen.

Hij kan dus niet in het algemeen regels uitvaardigen voor onverschillig welke brievenbus.

De bepalingen van titel II van het ontworpen besluit moeten zo worden geredigeerd dat daarin uitdrukkelijk wordt gesteld dat ze alleen betrekking hebben op de brievenbussen bedoeld voor de universele postdienst.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Gelet op algemene opmerking 1 moeten het eerste, derde en vierde lid vervallen.

2. In het tweede lid van de aanhef, dat het eerste lid wordt, moet verwezen worden naar artikel 142, § 2, 3^o, van de voornoemde wet van 21 maart 1991.

3. In het zesde lid van de aanhef, dat het derde lid wordt, wordt verwezen naar het advies dat het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie op 2 juni 2006 heeft gegeven aangaande titel II van het ontworpen besluit.

Dat lid moet in verband gebracht worden met het voornoemde artikel 142, § 2, 3^o, waarbij de minister gemachtigd wordt, niet op advies, maar op voorstel van het BIPT regelgeving inzake brievenbussen uit te vaardigen in het kader van de universele postdienst.

Uit het advies van het BIPT dat op 2 juni 2006 is gegeven en door toedoen van de gemachtigde van de minister is overgezonden, blijkt dat titel II van het ontworpen besluit daadwerkelijk komt uit een voorstel van het BIPT d.d. 9 mei 2005.

In de aanhef van het ontworpen besluit moet naar dat voorstel worden verwezen. Hij moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

4. De akkoordbevinding van de Minister van Begroting en het advies van de Inspecteur van Financiën zijn krachtens de artikelen 5, 2^o, en 14, 1^o, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole niet vereist voor de artikelen 20 tot 23 en 25 tot 28, noch voor de bijlagen I en II van de ontworpen tekst.

Om iedere verwarring te voorkomen omtrent de vraag of die instanties verplicht geraadpleegd moeten worden, moet in de aanhef niet naar die akkoordbevinding of naar dat advies worden verwezen. Het zevende en het achtste lid moeten vervallen.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Y. Kreins, kamervoorzitter;

P. Liénardy en J. Jaumotte, staatsraden;

Mevr. C. Gigot, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. Vagman, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Liénardy.

De griffier,

C. Gigot.

De voorzitter,

Y. Kreins